



Réseau
*Famille et
Scolarisation
en Afrique*



Unité de Recherche
Démographique
(URD)
Université de Lomé

Colloque international
du réseau Famille et Scolarisation en Afrique (FASAF)
en collaboration avec
l'Unité de Recherche Démographique (URD) de l'Université de Lomé

**Scolarisation des populations vulnérables en Afrique :
bilan des connaissances et réponses politiques**
Lomé, 13-15 décembre 2010

APPEL A COMMUNICATIONS

Les analyses réalisées ces dernières années sur les progrès en matière de scolarisation montrent que malgré l'amélioration de plusieurs indicateurs de scolarisation, l'atteinte de l'Éducation Pour Tous (EPT) à l'horizon 2015 ne sera pas une réalité pour bon nombre de pays en développement, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne. En effet, le rapport mondial de suivi de l'EPT de 2009 révèle, sur la base de l'Indice de Développement de l'Éducation (indice composite des progrès de l'EPT), que sur les 29 pays qui sont à la traîne ($IDE < 0,80$), plus de la moitié (soit 17) sont situés dans cette région.

Qui plus est, cette situation d'ensemble du continent africain se caractérise par des inégalités, non seulement entre pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, entre zones géographiques, d'une part et entre différentes catégories sociales, d'autre part. L'objectif 2 du Cadre d'action du Forum de Dakar tenu en 2000, mettait en exergue la nécessité d'accorder un intérêt croissant aux groupes vulnérables ou marginalisés, notamment de "faire en sorte que, d'ici 2015, tous les enfants, en particulier les filles, les enfants en difficulté et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit, de qualité et de le suivre jusqu'à son terme". En effet, au fur et à mesure que les pays s'acheminent vers l'atteinte des objectifs de l'EPT, les efforts à déployer pour atteindre les couches les plus vulnérables deviendront plus importants. Beaucoup d'enfants se trouvent encore dans des situations de vulnérabilité qui les empêchent de bénéficier du "droit à l'éducation", pourtant reconnu par le pacte international des droits économiques et culturels (article 13).

Les travaux de recherche sur les facteurs de la scolarisation, plus précisément sur les inégalités en matière d'accès et de maintien à l'école ont mis en lumière la diversité de ces facteurs et la complexité de leurs combinaisons. Si la pauvreté constitue assurément un obstacle majeur à la scolarisation, bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte, qui sont d'ordre à la fois démographique, économique, social, culturel et politique.

En mettant l'accent sur la prise en compte du concept de vulnérabilité, le colloque se propose d'élargir l'approche des facteurs d'inégalités en matière de scolarisation.

Les propositions de communications attendues pourront porter sur les thématiques ou plutôt les "points d'entrées" suivants, sachant qu'ils peuvent renvoyer à des problématiques en partie communes (notamment celle ayant trait au travail des enfants). Elles peuvent s'appuyer aussi bien sur des approches quantitatives que qualitatives, sur des données originales ou sur l'analyse secondaire de données existantes, et concerner les différents niveaux d'enseignement (de la petite enfance au supérieur). Il est attendu des auteurs une réflexion critique de la méthodologie des sources de données mobilisées, de même que sur les indicateurs retenus et bien sûr le concept

même de vulnérabilité. Les contributions de type qualitatif qui abordent la question de l'inadéquation des systèmes éducatifs aux contraintes, besoins spécifiques des différentes situations et catégories d'enfants vulnérables seront les bienvenues. Sont également attendues des propositions sur des expériences de politiques ou programmes ayant porté sur ces différents groupes vulnérables, notamment sur des acquis, des limites et les pistes d'amélioration de leur impact.

Enfants issus des couches pauvres

Avec l'accroissement des inégalités sociales dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la pauvreté se révèle être un des facteurs les plus étudiés dans l'analyse des déterminants de la scolarisation. L'accès à l'éducation des couches les plus démunies occupe ainsi une place centrale dans les politiques sociales (notamment les Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté). Mais de nombreuses questions demeurent : comment mesurer la pauvreté ou comment identifier les couches pauvres ? Quelles sont les stratégies scolaires des familles pauvres, en termes de mise et de maintien des enfants à l'école et en fonction des caractéristiques des enfants ? Quelles politiques sont les plus à même d'éviter l'exclusion de ces enfants du système scolaire ? (bilan des expériences pilotes en Afrique des programmes de transferts conditionnels, de la gratuité scolaire, etc.)

Orphelins

Il existe un intérêt croissant pour l'analyse du bien-être des orphelins, en général, et leur scolarisation en particulier. Cet intérêt est sans doute en rapport avec la pandémie VIH-SIDA : la plupart des travaux sur les orphelins portent ainsi sur les régions les plus touchées du continent. Mais la question des orphelins n'est pas à mettre uniquement en relation avec le VIH-SIDA. Dans plusieurs régions du continent, la mortalité des adultes demeure élevée pour plusieurs raisons et la question de la scolarisation des orphelins reste tout autant pertinente. La littérature révèle que le lien négatif attendu entre la perte des parents et la scolarisation des enfants n'est pas systématique. Il ressort également une différenciation entre orphelins de père, orphelins de mère et orphelins des deux parents. Quels sont les niveaux d'accès et de maintien à l'école des orphelins ? Quel est le rôle des solidarités traditionnelles et des autres institutions sociales ?

Enfants de la rue

Un phénomène croissant dans les villes d'Afrique subsaharienne est celui des enfants de la rue. La rue, malgré tout ce qu'elle comporte comme risques divers, devient ainsi un lieu de socialisation où plusieurs jeunes passent toute leur enfance et leur adolescence, certains auteurs parlant d'ailleurs "d'enfants dans la rue". Les raisons sont sans doute multiples et l'on connaît très peu de choses sur leurs rapports à l'école. Sont-ils en grande partie des déscolarisés, des enfants n'ayant jamais eu accès à l'école ? Quelles sont les alternatives d'accès à l'éducation pour ces enfants et jeunes de la rue ?

Enfants travailleurs : du travail-socialisation aux formes d'exploitation et de trafic

Les fondements du travail des enfants sont multiples, allant des facteurs socioculturels aux facteurs économiques, sans oublier le dysfonctionnement du système éducatif lui-même. Il peut prendre également différentes formes, allant du travail socialisant aux différentes formes d'exploitation et de trafic. Cette thématique s'intéresse à l'analyse de la relation travail/scolarisation, et notamment comment la participation scolaire des enfants varie en fonction du type de travail qu'ils font. Quelles sont les stratégies de combinaison du travail et de l'école ?

Problèmes de santé et scolarisation

Cette thématique entend documenter les questions d'accès et de maintien (de réussite) à l'école en fonction des types de handicap (physiques et mentaux) des enfants, et plus largement des problèmes de santé (de l'enfant mais aussi dans son environnement familial). En quoi un problème de santé engendre-t-il un retard scolaire qui peut se traduire par un abandon ? Dans des contextes de pauvreté, le choix entre payer des médicaments ou payer la scolarité se révèle souvent au détriment de la scolarisation. Du côté de l'offre scolaire, dans quelle mesure celle-ci est adaptée à accueillir les enfants handicapés ?

Conséquences des conflits armés

Alors que nombre de pays africains connaissent des situations de conflits armés, soit directement soit comme pays limitrophes, quelles en sont les conséquences sur la scolarisation des enfants touchés par ces conflits ? Cela concerne aussi bien les “enfants-soldats” que ceux victimes de ces conflits qui, ayant perdu leurs parents, sont contraints à l’émigration, etc. Ces conflits armés ont également des impacts importants sur l’offre scolaire (écoles, enseignants...) qui convient de documenter.

Confiance et scolarisation

La littérature existante révèle l’ambivalence des relations entre confiance et scolarisation. Pratique antérieure à l’avènement de l’institution scolaire, le confiance peut à la fois favoriser la scolarisation et en constituer un obstacle. Même quand la scolarisation est le motif du confiance, les situations et les parcours scolaires de ces enfants se révèlent très divers, en fonction des relations entre la famille d’origine et la famille d’accueil. Il s’agira de s’interroger sur les pratiques de confiance et des situations scolaires qui en résultent. Qu’en est-il notamment de la scolarisation des enfants “confiés” hors de la parentèle élargie, situation de plus en plus fréquente dans les villes ? S’agit-il encore de confiance ?

Méthodologie : réflexions sur les sources de données existantes

Cette session sera consacrée aux sources de données existantes permettant l’analyse de la scolarisation des enfants vulnérables, dans le but de faire ressortir leurs apports et limites. Il s’agira notamment des sources de données transversales, comme les recensements généraux de la population et les enquêtes auprès des ménages (enquêtes sur les conditions de vie des ménages, Enquêtes Démographiques et de Santé, Enquêtes MICS, Enquêtes SIMPOC, etc.), mais aussi des sources de données longitudinales (enquêtes biographiques, observatoires de population).

Envoi des résumés

La date limite de réception des propositions (résumé) est fixée au **31 mai 2010**.

Les propositions de communications devront être adressées par courrier électronique aux adresses suivantes: **jfkobiane@issp.bf; marc.pilon@ird.fr**

Format des résumés

La proposition (2 pages maximum) comprendra les éléments suivants :

- Titre de la communication proposée
- Coordonnées précises du ou des auteurs
- Séance à laquelle la communication est destinée
- Objectifs de la communication
- Originalité du sujet
- Données
- Méthode(s)
- Principaux résultats attendus

Format des communications

Les communications devront comprendre 15 pages maximum, y compris les annexes.

Police : caractère Times New Roman 12, simple interligne.

Publications

Parmi les communications ayant fait l’objet d’une présentation effective par l’auteur, une sélection sera faite en vue de la publication d’un ouvrage collectif.

Langue

Les communications seront écrites et présentées en français ou en anglais, nous envisageons que la traduction simultanée soit assurée lors du colloque.

Processus suivi par le comité scientifique

- Sélection des communications vers la mi-juin 2010.
- Information aux communicants fin juin 2010.
- Date limite d'envoi des textes des communications : 31 octobre 2010.
- Les communications retenues seront mises sur le site web du réseau FASAF. Aussi les auteurs sont-ils priés d'envoyer la version finale de leur communication par e-mail en document attaché, sous format PDF (de préférence), ou format Word.
- Après le colloque, le comité scientifique se transformera en comité éditorial.

Comité scientifique

- Jean-François Kobiané, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Burkina Faso
- Marc Pilon, UMR Centre Population et Développement (UMR/CEPED)/France
- Émilien Kokou Vignikin, Unité de Recherche Démographique (URD)/Togo
- Laure Pasquier-Doumer, DIAL/Institut Recherche pour le Développement (IRD)/France
- Richard Marcoux, Département de sociologie/Université Laval/Canada
- Parfait Eloundou-Enyegué, Université de Cornell/Etats-Unis
- Stephen Kwankye, Regional Institute for Populations Studies (RIPS)/Ghana



Réseau international de recherche

Famille et Scolarisation en Afrique

Officiellement lancé en juin 1997 au sein de l'Union pour l'Étude de la Population Africaine (UEPA), le Réseau FASAF « Famille et scolarisation en Afrique », regroupe des chercheurs et statisticiens d'une dizaine de pays africains et de pays du Nord. Il vise les objectifs suivants :

- promouvoir des exploitations secondaires et des analyses appropriées des données de recensements et d'enquêtes déjà réalisés ;
- améliorer la collecte et le traitement des questions relatives à l'éducation lors des recensements et enquêtes à venir, et promouvoir des enquêtes spécifiques ;
- fournir aux décideurs de nouveaux éléments d'appréciation concernant l'articulation entre offre et demande en éducation ;
- renforcer les capacités nationales de recherche et œuvrer pour une collaboration plus étroite entre institutions de recherche, Services statistiques et de l'Éducation.

La coordination du réseau est abritée par l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université de Ouagadougou.

→ Contacts de la coordination : jfkobiane@issp.bf; marc.pilon@ird.fr ; Site web : www.fasaf.org